

# PRINCIPES POUR INSPIRER UNE FRANCE QUI PARLE AU MONDE



Jacques Cheminade, président de Solidarité & Progrès  
Le 27 mai 2026

L'élection présidentielle de 2027 est une échéance décisive. Face au trop-plein de candidatures et aux divisions stériles, seul un socle de **principes communs** est de nature à relever le défi. Sans eux, l'ardeur souverainiste, partagée par la majorité des Françaises et des Français, s'égarerait dans les ambitions personnelles et conduirait à un échec tragique qui nous condamnerait tous.

Dans l'esprit du Conseil national de la Résistance, Solidarité & Progrès propose les engagements prioritaires suivants :

**1.** A l'heure où un embrasement généralisé menace le monde, où partout on réarme et où une mafia mondialiste contrôle les économies, **la cause de la paix est la priorité absolue. Une France réellement souveraine doit être médiatrice et catalyseur d'une nouvelle architecture internationale de détente, d'entente et de coopération.**

**2.** Les nouvelles féodalités financières doivent être combattues aux côtés des Etats souverains de la majorité mondiale, notamment les membres des BRICS, qui partagent cette exigence de développement et de sécurité mutuels. Avec la mise en œuvre d'**un nouveau système financier international fondé sur l'économie physique productive et le bien commun, excluant la spéculation à court terme sur les marchés.** C'est la condition pour éliminer définitivement la domination de cette oligarchie techno-militaro-financière et ses relais

médiatiques qui réduit tout à une marchandise, considère ses adversaires en ennemis qu'il faut abattre et porte donc en elle la guerre de tous contre tous.

**3.** Tous les obstacles qui bafouent notre souveraineté nationale et entravent cette association internationale de souverainetés populaires et politiques doivent être écartés. C'est pourquoi, pour être libre de tenir son rang et servir notre peuple, **la France doit exiger la dissolution de l'OTAN et sortir du garrot de l'Union européenne et de l'euro.** Non pour un repli identitaire mais pour donner librement au monde le meilleur d'elle-même.

**4.** L'euro, devenu aujourd'hui le partenaire inférieur du dollar financier, sera donc abandonné. **Un nouveau franc** permettra, dans des conditions justes et équitables, de nouer avec nos partenaires y trouvant avantage **des coopérations renforcées** dans les domaines économiques où elles s'avèrent nécessaires en fonction de la taille et de la nature des investissements, en Europe et dans le monde.

**5.** L'article 123 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne se trouvant aboli, les lois françaises votées en son application deviendront elles-mêmes sans objet. C'est ainsi que pourra être créée **une vraie Banque nationale, disposant auprès d'elle d'une Agence de planification** qui organise, avec la participation des forces productives de la nation, les objectifs de notre politique industrielle et agricole.

Ne pas jeter sur la voie publique

**6.** Ces objectifs seront mis en œuvre par **un crédit public national orienté vers la productivité physique des investissements** et non vers des paris sur les prix.

**7.** Pour relayer ce dessein, les fonctions de dépôt et de crédit de nos banques devront être séparées des fonctions d'investissements spéculatifs sur les marchés financiers. **Couper les banques en deux permettra ainsi leur nécessaire assainissement.** Seules celles gérant les dépôts et émettant du crédit pour le développement de l'économie productive bénéficieront de la garantie de l'État. Dans cette approche, les cryptomonnaies privées n'auront pas cours légal et le recours aux produits financiers dérivés sera limité à des fonctions d'assurance et ne pourront pas constituer des instruments spéculatifs échangés sur les marchés.

**8.** C'est ainsi libérée de son occupation financière, et ainsi seulement, que la France pourra être fidèle au principe du Titre premier, article 2 de notre Constitution, « **le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple** », et aux « **principes politiques, économiques et sociaux** » définis dans son Préambule. Ils sont aujourd'hui trahis, ils doivent être les guides d'une refondation.

**9.** Dans ce contexte, les questions fondamentales concernant notre vie publique (santé, pouvoir d'achat, respect du travail humain, éducation, sécurité des biens et des personnes, logement, immigration) pourront être traitées pour le bien commun et dans l'intérêt général. Non comme des questions en soi mais comme **les éléments concrets de l'architecture de notre République.** Beaucoup de propositions prometteuses ont été abandonnées dans des tiroirs ou des mémoires d'ordinateurs. Notre engagement doit être de les réintroduire dans le débat, sans ménager les pouvoirs en place ou les idées reçues.

**10.** Reste que ces principes ne pourront aboutir qu'avec le soutien de notre peuple qui, pour cela, doit **avoir accès aux décisions par-delà le système électoral représentatif actuel.** Des éléments de **démocratie directe** et de **participation citoyenne** sont indispensables à tous les niveaux : un RIC qui ne soit pas rendu inapplicable, l'organisation de délibérations citoyennes sur la rédaction des lois, y compris sur l'organisation d'une Assemblée constituante, et la participation réelle aux décisions au sein des entreprises et non simplement à l'actionnariat.

**11.** Le peuple doit être protégé par **une justice qui assure sa sécurité et combatte les mafias.** Ce n'est pas aujourd'hui le cas. C'est pourquoi elle doit devenir **un pouvoir responsable,** protégé par les forces de l'ordre et au besoin l'armée nationale, et non simplement demeurer l'autorité qu'elle est actuellement, face à l'immensité de la tâche à accomplir.

**12.** Cet engagement souverainiste suppose **une autre manière de penser qui prenne au sérieux notre devise nationale : liberté de créer, égalité des chances, fraternité d'une intelligence collective.** Et pour cela, **rendre l'art et la science au peuple,** dans une société explorant l'inconnu et non se bornant à gérer un ordre dominant devenu destructeur. Ce sont les capacités humaines qu'une société permet d'épanouir qui caractérisent sa chance d'avenir, pour elle-même et les générations futures.

Nous sommes tous sur le même vaisseau spatial, à cette heure du XXI<sup>e</sup> siècle où nous communiquons partout en temps réel. Il s'appelle la Terre, et il a besoin que des adultes souverains en deviennent responsables pour éviter que nos dirigeants continuent à nous menacer de le détruire.



Procurez-vous le dernier livre de Jacques Cheminade

